

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 1809

[2012/203371]

19 APRIL 2012. — Decreet houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1082/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juli 2006 betreffende een Europese groepering voor territoriale samenwerking

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. De Regering van de Franse Gemeenschap wordt ertoe gemachtigd de bepalingen van de Verordening (EG) nr. 1082/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juli 2006 betreffende een Europese groepering voor territoriale samenwerking uit te voeren.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 april 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 345-1. Verslag nr. 345-2.

Integraal verslag. Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 april 2012.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2012 — 1810

[C - 2012/29269]

18 MAI 2012. — Décret visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique aux établissements d'enseignement ordinaire, fondamental et secondaire, organisés ou subventionnés par la Communauté française.

Art. 2. § 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° Elève primo-arrivant : l'élève qui réunit, au moment de son inscription dans un établissement d'enseignement ordinaire, primaire ou secondaire, organisé ou subventionné par la Communauté française, toutes les conditions suivantes :

a) être âgé de 2 ans et demi au moins et de moins de 18 ans;

b) soit avoir introduit une demande de reconnaissance de la qualité de réfugié ou s'être vu reconnaître la qualité de réfugié conformément à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

soit être mineur accompagnant une personne ayant introduit une demande de reconnaissance de la qualité de réfugié ou s'étant vu reconnaître la qualité de réfugié conformément à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

soit être ressortissant d'un pays bénéficiaire de l'aide au développement du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique;

soit être reconnu comme apatride;

c) être arrivé sur le territoire national depuis moins d'un an.

Le Gouvernement peut ajouter, pour une période déterminée, d'autres pays à la liste des pays en voie de développement visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, b), lorsqu'il estime que ces pays connaissent une situation de crise grave.

2° DASPA (Dispositif d'Accueil et de Scolarisation des élèves Primo-Arrivants) : structure d'enseignement dans l'enseignement ordinaire primaire ou secondaire visant à répondre aux objectifs fixés à l'article 3 du présent décret.

3° Centre : centre d'accueil pour candidats réfugiés organisé par l'Etat fédéral ou au nom de l'Etat fédéral.

4° Conseil général de l'enseignement fondamental : le Conseil général créé par le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental.

5° Conseil général de l'enseignement secondaire : le Conseil général de concertation créé par le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire.

6° Calcul de moyenne mensuelle : calcul de présence d'élèves primo-arrivants dans un DASPA effectué par mois selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

7° Décret du 24 juillet 1997 : décret définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

§ 2. Dans l'enseignement secondaire, peuvent être inscrits en DASPA dans les situations reprises expressément dans le présent décret, sans avoir la qualité de primo-arrivants, les élèves qui réunissent, au moment de leur inscription dans l'établissement, toutes les conditions suivantes :

- a) être âgé de moins de 18 ans;
- b) soit être de nationalité étrangère ou ayant obtenu la nationalité belge suite à son adoption, soit être reconnu comme apatride;
- c) fréquenter l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française depuis moins d'une année scolaire complète;
- d) ne pas connaître suffisamment la langue de l'enseignement pour s'adapter avec succès aux activités de sa classe;
- e) avoir l'un de ses deux parents au moins ou l'une des personnes à la garde desquelles il est confié qui ne possède pas la nationalité belge, sauf dans le cas d'adoption.

CHAPITRE II. — Objectifs du décret

Art. 3. Le décret poursuit les objectifs suivants :

- assurer l'accueil, l'orientation et l'insertion optimale des élèves primo-arrivants dans le système éducatif de la Communauté française;
- proposer un accompagnement scolaire et pédagogique adapté aux profils d'apprentissage des élèves primo-arrivants, notamment les difficultés liées à la langue de scolarisation et à la culture scolaire;
- proposer une étape de scolarisation intermédiaire et d'une durée limitée, conformément à l'article 9 du présent décret, avant la scolarisation dans une classe de niveau.

CHAPITRE III. — De la création du DASPA

Art. 4. § 1^{er}. En région de langue française, le Gouvernement peut organiser ou subventionner un DASPA au niveau de l'enseignement primaire ou secondaire dans les communes aisément accessibles d'un centre qui accueille au moins huit mineurs âgés de 5 à 12 ans respectivement pour l'enseignement primaire ou huit mineurs âgés de 12 à 18 ans respectivement pour l'enseignement secondaire, qui répondent à la définition d'élèves primo-arrivants.

Pour ce faire, le Gouvernement lance un appel à candidatures, selon les modalités qu'il détermine, lorsqu'il a connaissance de l'existence d'un centre qui réunit les conditions de nombre. Si plusieurs pouvoirs organisateurs ou établissements scolaires différents souhaitent organiser ce dispositif, le Gouvernement arrête sa décision après avoir pris l'avis du Conseil général de l'enseignement fondamental ou secondaire.

Dans ce cas, les candidatures sont classées sur la base des critères suivants :

- la qualité du projet DASPA au regard de ses objectifs repris à l'article 3 du présent décret;
- l'expertise des ressources humaines qui s'impliqueront dans le DASPA au regard de ses objectifs repris à l'article 3 du présent décret et des objectifs d'apprentissage propres aux DASPA repris à l'article 14, § 1^{er} du présent décret;
- le nombre d'élèves primo-arrivants accueillis dans l'établissement, calculé en moyenne mensuelle depuis le 1^{er} septembre de l'année en cours.

Le Gouvernement détermine également la date à laquelle le DASPA peut commencer ses activités.

Si aucun pouvoir organisateur ni aucun établissement scolaire des communes concernées ne souhaite organiser ou subventionner un DASPA, le Gouvernement autorise la création d'un DASPA dans une autre commune après avoir pris l'avis du Conseil général de l'enseignement fondamental ou secondaire.

Pour l'application du présent paragraphe, à défaut d'avis rendu dans les 30 jours, le Gouvernement arrête sa décision sans l'avis du Conseil général de l'enseignement fondamental ou secondaire.

§ 2. Dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, le Gouvernement peut organiser ou subventionner un nombre de DASPA, au niveau de l'enseignement primaire et secondaire, au regard de la réalité de l'accueil et de la scolarisation des élèves primo-arrivants dans la région.

Pour ce faire, le Gouvernement lance un appel à candidatures selon les modalités qu'il détermine. Après avoir pris l'avis du Conseil général de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, le Gouvernement détermine les établissements qui peuvent organiser un DASPA au 1^{er} septembre de l'année scolaire suivante.

Si le nombre de candidatures déposées dépasse le nombre de DASPA fixé par le Gouvernement, celles-ci sont classées sur la base des critères suivants :

- la qualité du projet DASPA au regard de ses objectifs repris à l'article 3 du présent décret;
- l'expertise des ressources humaines qui s'impliqueront dans le DASPA au regard de ses objectifs repris à l'article 3 et des objectifs d'apprentissage propres aux DASPA repris à l'article 14, § 1^{er} du présent décret;
- le nombre d'élèves primo-arrivants accueillis dans l'établissement, calculé en moyenne mensuelle depuis le 1^{er} septembre de l'année en cours.

A défaut d'avis rendu dans les 30 jours, le Gouvernement arrête sa décision sans l'avis du Conseil général de l'enseignement fondamental ou secondaire.

§ 3. Dans les communes de la région de langue française de plus de 60 000 habitants, et ce sans préjudice de ce qui est prévu au paragraphe 1^{er}, il est procédé de la même manière que pour la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

§ 4. Le Gouvernement procède, au minimum tous les 3 ans, à une analyse des données disponibles relatives à la proportion d'élèves primo-arrivants, dans et hors DASPA, et d'élèves bénéficiant des périodes d'Adaptation à la Langue de l'Enseignement dans le fondamental (ALE) telles que prévues par l'article 32 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, par rapport à la population scolaire totale; en fonction des moyens disponibles, le Gouvernement peut lancer de nouveaux appels à candidature conformément aux procédures prévues aux paragraphes 1^{er}, 2 et 3. La première étude sera effectuée pour le 30 octobre 2012. Le Gouvernement prévoit la création d'un minimum de 69 DASPA en Communauté française, pour autant que les conditions d'ouverture et de maintien le justifient.

Art. 5. Un DASPA créé pour la première fois entre le 1^{er} et le 30 septembre d'une année scolaire doit avoir inscrit 8 élèves primo-arrivants à la date du 30 septembre, pour le fondamental, et du 1^{er} octobre, pour le secondaire, de la même année. Si ce nombre n'est pas atteint, le DASPA est fermé.

Dans les cas visés à l'article 4, § 1^{er} du présent décret, un DASPA qui serait créé à partir du 1^{er} octobre de l'année scolaire, reste organisé ou subventionné jusqu'au 30 juin de la même année scolaire quel que soit le nombre d'élèves primo-arrivants accueillis.

Art. 6. L'établissement qui a créé un DASPA conserve le bénéfice du DASPA au 1^{er} septembre de chaque année tant qu'il scolarise un minimum de huit élèves primo-arrivants, en moyenne au cours des deux années scolaires précédentes, sur la base du calcul de moyenne mensuelle.

Lors de la première et de la deuxième année de création du DASPA, il est tenu compte des moyennes mensuelles depuis la création.

Si un établissement ne remplit pas la condition reprise aux alinéas précédents, le DASPA est fermé au 1^{er} septembre sauf dérogation accordée par le Gouvernement en fonction du caractère exceptionnel de la réalité de l'accueil des mineurs primo-arrivants dans le centre. Dans ce cas, le Conseil général compétent est informé.

Si un centre d'accueil est fermé, le DASPA n'est plus organisé ni subventionné à partir du premier septembre de l'année scolaire qui suit la date de fermeture du centre.

CHAPITRE IV. — *De l'accueil des élèves primo-arrivants dans le DASPA*

Art. 7. Les élèves primo-arrivants et les élèves qui remplissent les conditions de l'article 2, § 2, sont inscrits dans un DASPA, soit à la demande ou avec l'accord de ceux qui exercent en droit ou en fait l'autorité parentale à leur égard, soit à leur demande ou avec leur accord, si personne n'exerce en droit ou en fait l'autorité parentale à leur égard.

Art. 8. La durée du passage en DASPA est comprise entre une semaine et un an. Elle peut être prolongée de 6 mois maximum. L'élève inscrit dans un DASPA, qui ne remplit plus les conditions fixées à l'article 2, § 1^{er}, 1^o, ou § 2, peut conserver le bénéfice du DASPA jusqu'à la fin de la période déterminée.

La durée du passage dans le DASPA et le moment de la sortie, dans le respect des limites fixées au paragraphe précédent, résultent d'une décision du conseil d'intégration visé à l'article 17.

Art. 9. L'établissement scolaire d'enseignement primaire qui organise un DASPA peut organiser une partie du dispositif dans le centre à proximité lorsque la réalité locale le justifie. Cet aménagement fait l'objet d'une autorisation préalable du Gouvernement, selon les modalités qu'il détermine.

Dans ce cas, l'enseignant affecté à l'accueil et la scolarisation des élèves primo-arrivants reste attaché à l'établissement scolaire qui organise le DASPA.

Lorsqu'une partie du DASPA est organisé dans le centre, la direction de l'établissement scolaire qui organise le DASPA, veillera à intégrer progressivement les élèves primo-arrivants dans les classes ordinaires de son établissement, sur la base de la décision prise au sein du conseil d'intégration.

CHAPITRE V. — *Du calcul de l'encadrement d'un DASPA*

Art. 10. L'établissement d'enseignement primaire qui organise un DASPA, bénéficie d'un complément d'encadrement pour l'accueil et la scolarisation des élèves primo-arrivants, calculé comme suit :

D'une part, 24 périodes sont octroyées dès la date d'ouverture du DASPA. D'autre part, des périodes supplémentaires par élève primo-arrivant sont octroyées à partir du treizième élève inscrit lors des deux années précédentes, et sur les bases d'un calcul dont les modalités sont déterminés par le Gouvernement et du calcul de moyenne mensuelle. Lors de la première année de l'organisation du DASPA, l'établissement ne bénéficie pas de ces périodes supplémentaires. Lors de la deuxième année, le calcul de moyenne se base sur les mois pendant lesquels le DASPA a été organisé.

Il revient au Gouvernement en fonction des moyens budgétaires et en fonction des besoins précisés par l'analyse dont question à l'article 4, § 4 d'adapter le nombre de périodes supplémentaires.

Art. 11. L'établissement d'enseignement secondaire qui organise un DASPA bénéficie de périodes-professeurs pour l'accueil et la scolarisation des élèves primo-arrivants et des élèves qui remplissent les conditions de l'article 2, § 2, calculées conformément à l'article 7 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice.

Lors de la première année scolaire de création du DASPA un encadrement forfaitaire de 30 périodes est octroyé quel que soit le nombre d'élèves primo-arrivants inscrits dans le DASPA.

Art. 12. § 1^{er}. Les périodes dans l'enseignement primaire et les périodes-professeurs dans l'enseignement secondaire sont octroyées à partir du premier septembre de l'année scolaire considérée ou à partir de la date d'ouverture fixée par le Gouvernement.

Chaque établissement d'enseignement utilise les périodes d'encadrement DASPA exclusivement au bénéfice des élèves inscrits dans le DASPA, y compris en cédant des périodes à d'autres établissements scolaires associés à sa tâche d'insertion des primo-arrivants. Dans ce cas, une convention de partenariat est conclue entre les établissements concernés selon les formes déterminées par le Gouvernement.

§ 2. Le Gouvernement peut à tout moment octroyer des périodes supplémentaires à un établissement organisant un DASPA en cas d'afflux d'élèves primo-arrivants. La demande de périodes lui est adressée par le chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou par le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française.

Le Conseil général compétent est informé d'une telle décision prise par le Gouvernement.

CHAPITRE VI. — *Des compétences à acquérir par les élèves primo-arrivants dans un DASPA, de la formation continuée des enseignants et de l'évaluation*

Art. 13. § 1^{er}. Par dérogation aux socles de compétences définis en application du décret du 24 juillet 1997, les compétences visées dans un DASPA concourent à rencontrer les objectifs suivants :

- 1° les objectifs généraux définis à l'article 6 du décret du 24 juillet 1997;
- 2° l'apprentissage intensif de la langue française pour ceux qui ne maîtrisent pas suffisamment cette langue;
- 3° la remise à niveau adaptée pour que l'élève rejoigne le plus rapidement possible le niveau d'études approprié.

§ 2. Par dérogation aux articles 4^{ter} et 4^{quater} de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale de l'enseignement secondaire, les élèves des DASPA suivent un horaire adapté aux compétences définies au paragraphe 1^{er}. Cet horaire doit comprendre un nombre minimum de 28 périodes hebdomadaires. Toutefois, le nombre d'heures consacré à l'apprentissage intensif du français et à la formation historique et géographique, ne peut être inférieur à 15 périodes hebdomadaires, et le nombre d'heures consacré à la formation mathématique et scientifique ne peut être inférieur à 8 périodes hebdomadaires.

§ 3. Par dérogation au décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, les élèves des DASPA suivent un horaire adapté aux compétences définies au paragraphe 1^{er}.

Art. 14. Les élèves inscrits dans un DASPA peuvent suivre tout ou partie de leur horaire avec des élèves inscrits dans toute classe du même établissement ou dans toute classe d'autres établissements lorsque ceux-ci sont associés à la tâche d'insertion des primo-arrivants conformément à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2 du présent décret.

Dans l'enseignement secondaire, le DASPA peut comporter des cours dans les trois degrés.

Art. 15. L'Institut de la formation en cours de carrière organise la formation en cours de carrière des membres du personnel œuvrant ou désirant œuvrer dans les DASPA. Il l'organise dans l'enseignement primaire ordinaire, conformément à l'article 3, § 1^{er}, 1°, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement primaire ordinaire, et dans l'enseignement secondaire ordinaire, conformément à l'article 5, § 1^{er}, 1° du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière.

Ces formations peuvent également être suivies par d'autres membres du personnel visés par les décrets cités à l'alinéa précédent, dans la limite des places disponibles.

CHAPITRE VII. — *Du conseil d'intégration*

Art. 16. § 1^{er}. Il est créé, dans chaque établissement d'enseignement primaire organisant un DASPA, un conseil d'intégration des élèves primo-arrivants, ci-après dénommé le conseil d'intégration.

Celui-ci est présidé par la direction de l'école ou son délégué et est composé d'enseignants du cycle correspondant à l'âge de l'élève et le membre de l'équipe du centre psycho-médico-social en charge de l'accompagnement des élèves primo-arrivants. Le président est libre d'inviter un représentant du centre d'accueil en charge de l'accompagnement scolaire et un membre d'une association experte.

§ 2. Il est créé, dans chaque établissement d'enseignement secondaire organisant un DASPA, un conseil d'intégration des élèves inscrits en DASPA, ci-après dénommé le conseil d'intégration.

Celui-ci est présidé par le chef d'établissement ou son délégué et comprend les professeurs en charge des élèves inscrits en DASPA, ainsi qu'un membre de l'équipe du centre psycho-médico-social en charge de l'accompagnement des élèves primo-arrivants. Le président est libre d'inviter un représentant du centre d'accueil en charge de l'accompagnement scolaire et un membre d'une association experte.

§ 3. Dans le cas où l'établissement a cédé une partie de ses périodes à un autre établissement conformément à l'article 12, § 1^{er}, al. 2, la direction et les enseignants investis dans le DASPA de l'établissement partenaire font également partie du conseil d'intégration.

§ 4. Le conseil d'intégration est chargé de guider l'élève inscrit en DASPA vers une intégration optimale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, en ce compris par une préparation éventuelle aux épreuves d'un des jurys de la Communauté française. Il veillera notamment au suivi du dossier d'une classe à l'autre et d'un établissement scolaire à l'autre.

Art. 17. § 1^{er}. Pour tous les élèves primo-arrivants inscrits en DASPA qui sont dans l'impossibilité de prouver la réussite ou la fréquentation de telle année scolaire antérieure et qui sont scolarisés dans un DASPA depuis au moins 6 mois, le conseil d'intégration de l'enseignement secondaire élargi peut, pendant leur passage dans le DASPA, délivrer une attestation d'admissibilité dans n'importe quelle année de l'enseignement secondaire, à l'exception des sixième et septième années, dans n'importe quelle forme et dans n'importe quelle option, et ce par dérogation aux dispositions régissant l'admission dans une année d'études de l'enseignement secondaire.

§ 2. Pour délivrer une attestation d'admissibilité, le conseil d'intégration comprend obligatoirement un délégué du jury de la Communauté française, désigné par le collège des présidents des différentes sections de ce jury, ci-après dénommé le délégué du jury. Aucune attestation d'admissibilité ne peut être délivrée si le délégué du jury ne donne pas son accord. Les autres membres du conseil d'intégration disposent d'un droit de recours motivé auprès du Collège des présidents des différentes sections qui délèguent alors trois autres délégués auprès du conseil d'intégration. La décision majoritaire des trois délégués, s'exprimant obligatoirement en rejet ou en approbation de la proposition d'attestation d'admissibilité émise par le conseil d'intégration tranche le recours.

§ 3. Lorsqu'un conseil d'intégration a l'intention de délivrer une attestation d'admissibilité, il en informe l'Administration qui vérifie si le bénéficiaire potentiel remplit la condition du § 1^{er} et, si c'est le cas, avertit le jury de la Communauté française.

§ 4. Le Gouvernement fixe le modèle de l'attestation d'admissibilité.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions modificatives*

Art. 18. A l'article 3, § 3, alinéa 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié, le 4° est rédigé de la manière suivante :

« 4° élève de l'enseignement secondaire ordinaire inscrit dans le premier degré différencié ou en DASPA tel que défini à l'article 2, § 1^{er}, 2° du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française : 654,64 EUR; ».

Art. 19. Le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice tel que modifié est modifié comme suit :

1° L'alinéa 5 de l'article 7 est complété comme suit : « 20° le DASPA tel que défini à l'article 2, § 1^{er}, 2° du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française »;

2° L'alinéa 7 de l'article 7 est supprimé;

3° Le § 2 de l'article 20 est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les transferts des périodes octroyées dans le cadre du décret 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, sont autorisés entre établissements de pouvoirs organisateurs différents lorsque ces établissements sont associés à la tâche d'insertion des primo-arrivants conformément à l'article 13, § 1^{er}, alinéa 2, du décret précité. ».

Art. 20. Le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, tel que modifié, est modifié comme suit :

1° Le § 3 de l'article 32 est complété par les alinéas suivants : « Pour l'application du § 2 et de l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe, l'élève primo-arrivant tel que défini à l'article 2, § 1^{er}, 1° du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, ou qui l'a été dans une des deux années scolaires précédentes et qui réunit les conditions fixées au § 1^{er} est compté pour 3 le 1^{er} octobre de l'année scolaire qui suit celle où il a été inscrit en DASPA et pour 2, l'année scolaire suivante.

L'élève qui réunit les conditions du § 1^{er}, et qui n'est pas inscrit dans un DASPA est compté pour 3 la première et la deuxième année scolaire où il fréquente l'enseignement de la Communauté française et pour 2, l'année scolaire suivante.»;

2° le § 4 de l'article 32 est complété par l'alinéa suivant : « Le cours d'adaptation à la langue de l'enseignement vise autant l'intégration des élèves dans le système scolaire que l'acquisition du français. »;

3° L'article 37 est complété par l'alinéa suivant : « Les transferts des périodes octroyées dans le cadre du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, sont autorisés entre établissements de pouvoirs organisateurs différents lorsque ces établissements sont associés à la tâche d'insertion des primo-arrivants conformément à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2, du décret 18 mai 2012 précité.»;

4° Le § 2 de l'article 41 est complété par l'alinéa suivant : « Les élèves primo-arrivants tels que définis à l'article 2, § 1^{er}, 1° du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, ou qui l'ont été dans une des deux années scolaires précédentes sont comptés pour 1,5. ».

Art. 21. A l'alinéa 1^{er} de l'article 6 du décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques, il est inséré un 18° ainsi libellé :

« 18° Du respect du décret 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, dans les établissements qui bénéficient d'une subvention pour l'organisation d'un DASPA, et de participer à l'évaluation du dispositif. ».

CHAPITRE IX. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 22. Le présent décret abroge le décret du 14 juin 2001 visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, tel que modifié.

CHAPITRE X. — *Dispositions transitoires*

Art. 23. Par dérogation à l'article 10, al. 2, du présent décret, pour les établissements d'enseignement fondamental qui organisent une classe-passerelle en 2011-2012 conformément au décret du 14 juin 2001 visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française tel que modifié, et qui organisent un DASPA en 2012-2013, des périodes supplémentaires sont octroyées dès la première année de l'organisation du DASPA, sur la base du nombre d'élèves inscrits au moment de la demande de création du DASPA.

Art. 24. Par dérogation à l'article 11 du présent décret, pour les établissements d'enseignement secondaire qui organisent une classe-passerelle en 2011-2012 conformément au décret du 14 juin 2001 visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française tel que modifié, et qui organisent un DASPA en 2012-2013, des périodes-professeur sont octroyées dès la première année de l'organisation du DASPA, sur base du nombre d'élèves inscrits en classe-passerelle dans le même établissement au 15 janvier 2012.

CHAPITRE XI. — *Disposition finale*

Art. 25. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} juin 2012.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 avril 2012.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

—————
Note

(1) *Session 2011-2012.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 361-1. — Amendement de commission, n° 361-2. — Rapport, n° 361-3.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 16 mai 2012.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 1810

[C — 2012/29269]

18 MEI 2012. — Decreet betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en definities*

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde inrichtingen voor gewoon basis- en secundair onderwijs.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet, wordt verstaan onder :

1° Nieuwkomer : de leerling, die op de datum van zijn inschrijving voor een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde inrichting voor gewoon lager of secundair onderwijs voldoet aan alle volgende voorwaarden :

a) ten minste twee en een half jaar en minder dan 18 jaar oud zijn;

b) ofwel een aanvraag om erkenning als vluchteling hebben ingediend ofwel als vluchteling erkend zijn overeenkomstig de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

ofwel minderjarig zijn, vergezeld door een persoon die een aanvraag heeft ingediend om als vluchteling te worden erkend of die als vluchteling erkend is overeenkomstig de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

ofwel onderdaan zijn van een land dat ontwikkelingssteun krijgt van de Commissie voor Ontwikkelingssteun van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling;

ofwel als staatloos erkend zijn;

c) op het nationale grondgebied sedert minder dan één jaar verblijven.

De Regering kan, voor een bepaalde periode, andere landen toevoegen aan de in het eerste lid, 1°, b), bedoelde lijst van ontwikkelingslanden, wanneer zij meent dat deze landen in een diepe crisis verkeren.

2° SOSN (stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers) (DASPA) : onderwijsvoorziening in het lager of secundair gewoon onderwijs, ingesteld om de in artikel 3 van dit decreet vastgestelde doelstellingen te bereiken;

3° Centrum : onthaalcentrum voor kandidaat-vluchtelingen dat door de Federale Staat of in naam van de Federale Staat wordt georganiseerd;

4° Algemene Raad voor het basisonderwijs : de algemene raad opgericht bij het decreet van 14 maart 1995 tot verhoging van de slaagkansen in het basisonderwijs;

5° de algemene overlegraad voor het secundair onderwijs : de algemene overlegraad opgericht door het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs;

6° berekening van het maandgemiddelde : berekening van de aanwezigheid van nieuwkomers in een SOSN, elke maand verricht volgens door de Regering nader te bepalen regels;

7° decreet van 24 juli 1997 : decreet dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

§ 2. In het secundair onderwijs kunnen voor een SOSN worden ingeschreven in de in dit decreet uitdrukkelijk vermelde toestanden, zonder de hoedanigheid van nieuwkomer te hebben, de leerlingen die op de datum van hun inschrijving in de inrichting, voldoen aan alle volgende voorwaarden :

- a) minder dan 18 jaar oud zijn;
- b) ofwel de buitenlandse nationaliteit hebben of de Belgische nationaliteit hebben gekregen als gevolg van hun adoptie, ofwel als staatloos erkend zijn;
- c) het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs sedert minder dan een volledig schooljaar volgen;
- d) de onderwijstaal niet voldoende kennen om zich in de activiteiten van hun klas met succes te kunnen inschakelen;
- e) ten minste één van beide ouders of één van de personen onder wier hoede hij staat, heeft niet de Belgische nationaliteit, behalve in geval van adoptie.

HOOFDSTUK II. — *Doelstellingen van het decreet*

Art. 3. Het decreet heeft de volgende doelstellingen :

- het onthaal, de oriëntatie en de optimale inschakeling van nieuwkomers in het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap;
- een school- en pedagogische begeleiding voorstellen die aangepast is aan de leerprofielen van de nieuwkomers, inzonderheid de moeilijkheden in verband met de onderwijstaal en de schoolcultuur;
- een overgangsscholarisatie met een beperkte duur voorstellen, overeenkomstig artikel 9 van dit decreet, vóór de scholarisatie in een niveauklas.

HOOFDSTUK III. — *Oprichting van het SOSN (stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers) (DASPA)*

Art. 4. § 1. In het Franse taalgebied kan de Regering een SOSN organiseren of subsidiëren op het niveau van het lager onderwijs of van het secundair onderwijs in de makkelijk toegankelijke gemeenten van een centrum dat minstens acht minderjarigen van 5 tot 12 jaar onthaalt voor het lager onderwijs of acht minderjarigen van 12 tot 18 jaar onthaalt voor het secundair onderwijs, die aan de definitie van nieuwkomers beantwoorden.

Daartoe doet de Regering een oproep tot kandidaten, volgens door haar nader te bepalen regels, wanneer zij op de hoogte is van het bestaan van een centrum dat aan de voorwaarden inzake aantal voldoet. Indien verschillende inrichtende machten of schoolinrichtingen dat stelsel wensen te organiseren, stelt de Regering haar beslissing vast na het advies van de algemene raad voor het basisonderwijs of secundair onderwijs te hebben ingewonnen.

In dat geval worden de kandidaturen gerangschikt naar de volgende criteria :

- de kwaliteit van het SOSN-project ten opzichte van zijn doelstellingen bepaald in artikel 3 van dit decreet;
- de deskundigheid van de human resources die zich voor het SOSN zullen inzetten, ten opzichte van zijn doelstellingen bepaald in artikel 3 van dit decreet en van de leerdoelstellingen die de SOSN-projecten eigen zijn, bepaald in artikel 14, § 1, van dit decreet;
- het aantal nieuwkomers die in de inrichting worden onthaald, berekend op grond van het maandgemiddelde sedert 1 september van het lopende jaar.

De Regering bepaalt eveneens de datum waarop het SOSN met zijn activiteiten kan beginnen.

Als geen inrichtende macht of geen schoolinrichting van de betrokken gemeenten een SOSN wenst te organiseren of te subsidiëren, laat de Regering de oprichting van een SOSN in een andere gemeente toe na het advies van de algemene raad voor het basisonderwijs of het secundair onderwijs te hebben ingewonnen.

Als de Regering geen advies binnen dertig dagen heeft ingewonnen, stelt zij haar beslissing vast zonder het advies van de algemene raad voor het basisonderwijs of het secundair onderwijs te hebben ingewonnen.

§ 2. In het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, kan de Regering een bepaald aantal SOSN's organiseren of subsidiëren, op het niveau van het lager onderwijs en het secundair onderwijs, op grond van de toestand van het onthaal en de scholarisatie van de nieuwkomers in het gebied.

Daartoe doet de Regering een oproep tot kandidaten volgens door haar nader te bepalen regels. Na het advies van de Algemene Raad voor het basisonderwijs en het secundair onderwijs te hebben ingewonnen, bepaalt de Regering de inrichtingen die een SOSN op 1 september van het volgende jaar kunnen organiseren.

Als het aantal ingediende kandidaturen hoger is dan het aantal SOSN's dat door de Regering wordt vastgesteld, worden die gerangschikt op grond van de volgende criteria :

— de kwaliteit van het SOSN-project ten opzichte van zijn doelstellingen bepaald in artikel 3 van dit decreet;

— de deskundigheid van de human resources die zich voor het SOSN zullen inzetten, ten opzichte van zijn doelstellingen bepaald in artikel 3 van dit decreet en van de leerdoelstellingen die de SOSN-projecten eigen zijn, bepaald in artikel 14, § 1, van dit decreet;

— het aantal nieuwkomers die in de inrichting worden onthaald, berekend op grond van het maandgemiddelde sedert 1 september van het lopende jaar.

Als de Regering geen advies binnen 30 dagen heeft ingewonnen, stelt zij haar beslissing vast zonder het advies van de algemene raad voor het basisonderwijs of het secundair onderwijs te hebben ingewonnen.

§ 3. In de gemeenten van het Franse taalgebied van meer dan 60 000 inwoners, onverminderd wat in paragraaf 1 bepaald is, wordt op dezelfde wijze gehandeld als voor het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.

§ 4. De Regering voert, minstens om de drie jaar, een analyse van de beschikbare gegevens uit betreffende de verhouding tussen nieuwkomers binnen en buiten een SOSN, en leerlingen die lestijden genieten voor de aanpassing aan de taal van het onderwijs in het basisonderwijs, zoals bepaald in artikel 32 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, en de globale schoolbevolking; op grond van de beschikbare middelen kan de Regering nieuwe oproepen tot kandidaten doen overeenkomstig de procedures bepaald in de paragrafen 1, 2 en 3. De eerste studie zal voor 30 oktober 2012 worden uitgevoerd. De Regering voorziet in de oprichting van minstens 69 SOSN's in de Franse Gemeenschap, voor zover de voorwaarden voor de opening en het behoud dit verantwoorden.

Art. 5. Een SOSN dat voor de eerste keer tussen 1 en 30 september van een schooljaar wordt opgericht, moet op 30 september, voor het basisonderwijs, en op 1 oktober, voor het secundair onderwijs, 8 nieuwkomers hebben ingeschreven. Als dat aantal niet wordt bereikt, dan wordt het SOSN gesloten.

In de gevallen bedoeld in artikel 4, § 1, van dit decreet, blijft een SOSN, dat vanaf 1 oktober van het schooljaar zou worden opgericht, tot 30 juni van hetzelfde schooljaar georganiseerd of gesubsidieerd, ongeacht het aantal onthaalde nieuwkomers.

Art. 6. De inrichting die een SOSN heeft opgericht, blijft het voordeel van het SOSN op 1 september van elk jaar genieten, zolang ze gemiddeld minstens acht nieuwkomers heeft opgenomen tijdens de vorige laatste twee schooljaren, op grond van de berekening van het maandgemiddelde.

In het eerste en het tweede jaar van het SOSN, wordt rekening gehouden met de maandgemiddelden sedert de oprichting.

Indien een inrichting niet voldoet aan de voorwaarde bepaald in de vorige leden, wordt het SOSN op 1 september gesloten, behalve als de Regering een afwijking heeft toegestaan op grond van het uitzonderlijke karakter van het onthaal van nieuwkomers in het centrum. In dit geval wordt de bevoegde algemene raad daarvan op de hoogte gebracht.

Als een onthaalcentrum wordt gesloten, wordt het SOSN niet meer georganiseerd of gesubsidieerd vanaf één september van het schooljaar volgend op de datum waarop het centrum wordt gesloten.

HOOFDSTUK IV. — *Onthaal van nieuwkomers in het SOSN*

Art. 7. De nieuwkomers en de leerlingen die de voorwaarden van artikel 2, § 2, vervullen, worden voor een SOSN ingeschreven ofwel op aanvraag of met de instemming van deze die in rechte of in feite het ouderlijke gezag op hen uitoefenen, ofwel op hun aanvraag of met hun instemming, als niemand het ouderlijke gezag op hen in rechte of in feite uitoefent.

Art. 8. De aanwezigheid in een SOSN duurt tussen één week en één jaar. Ze kan worden verlengd met hoogstens 6 maanden. De leerling die voor een SOSN ingeschreven is en die de in artikel 2, § 1, 1^o, of § 2 bepaalde voorwaarden niet meer vervult, kan het voordeel van het SOSN blijven genieten tot het einde van de bepaalde periode.

De duur van de aanwezigheid in het SOSN en de datum van het einde, binnen de in de vorige paragraaf vastgestelde perken, vloeien voort uit een beslissing van de in artikel 17 bedoelde integratieraad.

Art. 9. De schoolinrichting voor lager onderwijs die een SOSN organiseert, kan een deel van het stelsel in het nabij gelegen centrum organiseren, wanneer dit om lokale redenen verantwoord is. Voor die verdeling moet de voorafgaande toestemming van de Regering worden gegeven, volgens door deze nader te bepalen regels.

In dat geval blijft de leraar die voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers aangewezen is, tewerkgesteld in de schoolinrichting die het SOSN organiseert.

Wanneer een deel van het SOSN in het centrum georganiseerd is, zorgt de directie van de schoolinrichting die het SOSN organiseert, ervoor de nieuwkomers in de gewone klassen van haar inrichting geleidelijk te integreren, op grond van de beslissing die binnen de integratieraad wordt genomen.

HOOFDSTUK V. — *Berekening van de omkadering van een SOSN*

Art. 10. De inrichting voor lager onderwijs die een SOSN organiseert, geniet een aanvullende omkadering voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers, berekend als volgt :

Enerzijds worden 24 lestijden reeds vanaf de datum van de opening van het SOSN toegekend. Anderzijds worden bijkomende lestijden voor elke nieuwkomer toegekend vanaf de dertiende leerling die voor de laatste twee jaren ingeschreven is, op grond van een berekening waarvan de regels door de Regering nader te bepalen zijn en van de berekening van het maandgemiddelde. In het eerste jaar van de organisatie van het SOSN geniet de inrichting die bijkomende lestijden niet. In het tweede jaar wordt het gemiddelde berekend op grond van de maanden gedurende welke het SOSN werd georganiseerd.

Op grond van de begrotingsmiddelen en van de behoeften die door de in artikel 4, § 4 bedoelde analyse worden bepaald, moet de Regering het aantal bijkomende lestijden aanpassen.

Art. 11. De inrichting voor secundair onderwijs die een SOSN organiseert, geniet lestijden/leraar voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers en leerlingen die de in artikel 2, § 2 bedoelde voorwaarden vervullen, berekend overeenkomstig artikel 7 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan.

In het eerste schooljaar van de oprichting van het SOSN wordt een vaste omkadering van 30 lestijden/leerkracht toegekend, ongeacht het aantal nieuwkomers die voor het SOSN ingeschreven zijn.

Art. 12. § 1. De lestijden in het lager onderwijs en de lestijden/leraar in het secundair onderwijs worden toegekend vanaf één september van het betrokken schooljaar of vanaf de door de Regering vastgestelde openingsdatum.

Elke onderwijsinrichting gebruikt de SOSN-omkaderingslestijden uitsluitend ten voordele van de leerlingen die voor het SOSN ingeschreven zijn, ook door lestijden af te staan aan andere schoolinrichtingen die deelnemen aan haar opdracht betreffende de integratie van nieuwkomers. In dit geval wordt een partnerschapsovereenkomst tussen de betrokken inrichtingen gesloten volgens door de Regering nader te bepalen regels.

§ 2. De Regering kan te allen tijde bijkomende lestijden toekennen aan een inrichting die een SOSN organiseert in geval van toestroming van nieuwkomers. De aanvraag om lestijden wordt aan haar gericht door het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, of door de inrichtende macht, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs.

De bevoegde algemene raad wordt op de hoogte gebracht van een dergelijke beslissing die door de Regering wordt genomen.

HOOFDSTUK VI. — *Competenties die door nieuwkomers in een SOSN te verwerven zijn, voortgezette vorming van leerkrachten en evaluatie*

Art. 13. § 1. In afwijking van het referentiesysteem voor de basiscompetenties bepaald bij toepassing van het decreet van 24 juli 1997, hebben de competenties bedoeld in een SOSN betrekking op de volgende doelstellingen :

- 1° de algemene doelstellingen bepaald in artikel 6 van het decreet van 24 juli 1997;
- 2° het intensieve leren van de Franse taal voor deze die deze taal niet voldoende beheersen;
- 3° op een aangepaste wijze de leerling zo snel mogelijk op het gepaste studieniveau brengen.

§ 2. In afwijking van de artikelen 4ter en 4quater van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, volgen de SOSN-leerlingen een lesrooster dat aangepast is aan de in paragraaf 1 bepaalde competenties. Dat lesrooster moet een minimumaantal van 28 wekelijkse lestijden omvatten. Het aantal lestijden voor het intensieve leren van het Frans en de vorming geschiedenis en aardrijkskunde kan echter niet lager zijn dan 15 wekelijkse lestijden, en het aantal lestijden voor de vorming wiskunde en wetenschap kan niet lager zijn dan 8 wekelijkse lestijden.

§ 3. In afwijking van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, volgen de SOSN-leerlingen een lesrooster dat aangepast is aan de in paragraaf 1 bepaalde competenties.

Art. 14. De voor een SOSN ingeschreven leerlingen kunnen het geheel of een deel van hun lesrooster volgen met leerlingen die ingeschreven zijn in elke klas van dezelfde inrichting of in elke klas van andere inrichtingen, wanneer deze belast zijn met de integratie van nieuwkomers overeenkomstig artikel 12, § 1, tweede lid van dit decreet.

In het secundair onderwijs, kan het SOSN voor lessen in de drie graden zorgen.

Art. 15. Het Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan organiseert de opleiding tijdens de loopbaan van de personeelsleden die in de SOSN's werken of wensen te werken. Het organiseert die in het gewoon lager onderwijs, overeenkomstig artikel 3, § 1, 1°, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs, en in het gewoon secundair onderwijs, overeenkomstig artikel 5, § 1, 1° van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan.

Die opleidingen kunnen eveneens worden gevolgd door andere personeelsleden bedoeld bij de decreten vermeld in het vorige lid, binnen de perken van de beschikbare plaatsen.

HOOFDSTUK VII. — *Integratieraad*

Art. 16. § 1. In elke inrichting voor lager onderwijs die een SOSN organiseert wordt een integratieraad voor nieuwkomers opgericht, hierna de integratieraad genoemd.

Die wordt voorgezeten door de directie van de school of haar afgevaardigde en is samengesteld uit leerkrachten van de cyclus die overeenstemt met de leeftijd van de leerling en het lid van het team van het psycho-medisch-sociaal centrum belast met de begeleiding van nieuwkomers. De voorzitter mag een vertegenwoordiger van het onthaalcentrum belast met de schoolbegeleiding en een lid van een deskundige vereniging uitnodigen.

§ 2. In elke inrichting voor secundair onderwijs die een SOSN organiseert wordt een integratieraad voor leerlingen die voor een SOSN ingeschreven is opgericht, hierna de integratieraad genoemd.

Die wordt voorgezeten door het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde en is samengesteld uit de leraars belast met de leerlingen die voor een SOSN ingeschreven zijn, alsook een lid van het team van het psycho-medisch-sociaal centrum belast met de begeleiding van nieuwkomers. De voorzitter mag een vertegenwoordiger van het onthaalcentrum belast met de schoolbegeleiding en een lid van een deskundige vereniging uitnodigen.

§ 3. Ingeval de inrichting een deel van haar lestijden heeft afgestaan aan een andere inrichting overeenkomstig artikel 12, § 1, tweede lid, maken de directie en de leerkrachten die een SOSN van de partnerinrichting werken eveneens deel uit van de integratieraad.

§ 4. De integratieraad wordt ermee belast de leerling die voor een SOSN ingeschreven is te sturen naar een optimale integratie in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, met inbegrip van een eventuele voorbereiding voor de examens van een examencommissie van de Franse Gemeenschap. Hij zorgt inzonderheid voor het opvolgen van het dossier dat van de ene klas naar de andere en van de ene inrichting naar de andere overgaat.

Art. 17. § 1. Voor alle nieuwkomers die voor een SOSN ingeschreven zijn, die niet kunnen bewijzen dat ze voor een voorafgaand schooljaar geslaagd zijn of dat jaar hebben gevolgd en die in een SOSN sedert minstens 6 maanden school lopen, kan de uitgebreide integratieraad voor het secundair onderwijs, gedurende hun verblijf in een SOSN, een attest uitreiken van toelaatbaarheid in ongeacht welk jaar van het secundair onderwijs, met uitzondering het zesde jaar en het zevende jaar, in ongeacht welke vorm en ongeacht welke optie, in afwijking van de bepalingen tot regeling van de toelating in een studiejaar van het secundair onderwijs.

§ 2. Om een attest van toelaatbaarheid te kunnen uitreiken, moet de integratieraad een afgevaardigde van de examencommissie van de Franse Gemeenschap, aangewezen door het college van voorzitters van de verschillende afdelingen van die examencommissie, hierna de afgevaardigde van de examencommissie genoemd, tellen. Geen attest van toelaatbaarheid kan worden uitgereikt zonder de toestemming van de afgevaardigde van de examencommissie. De andere leden van de integratieraad beschikken over een recht van met redenen omkleed beroep bij het college van voorzitters van de verschillende afdelingen, die dan drie andere afgevaardigden bij de integratieraad sturen. De meerderheidsbeslissing van de drie afgevaardigden, die het door de integratieraad ingediende voorstel van attest van toelaatbaarheid ofwel moeten afwijzen ofwel moeten goedkeuren, hakt de knoop door betreffende het beroep.

§ 3. Wanneer een integratieraad zich voorneemt een attest van toelaatbaarheid uit te reiken, brengt hij er de administratie op de hoogte van, die nakijkt of de potentiële begunstigde aan de voorwaarde van § 1 voldoet en, als dit het geval is, verwijsigt hij de Examencommissie van de Franse Gemeenschap.

§ 4. De Regering stelt het model van het toelaatbaarheidsattest vast.

HOOFDSTUK VIII. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 18. In artikel 3, § 3, vierde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd, wordt het punt 4° opgesteld als volgt : « 4° leerling van het gewoon secundair onderwijs ingeschreven in de gedifferentieerde eerste graad of voor een SOSN zoals bepaald in artikel 2, § 1, 2°, van het decreet van 18 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs : 654,64 EUR; ».

Art. 19. Het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, zoals gewijzigd, wordt gewijzigd als volgt :

1° het vijfde lid van artikel 7 wordt aangevuld als volgt : « 20° het SOSN zoals bepaald in artikel 2, § 1, 2° van het decreet van 18 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs; »

2° het zevende lid van artikel 7 wordt afgeschaft;

3° § 2 van artikel 20 wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van het eerste lid worden de overdrachten van lestijden die worden toegekend in het kader van het decreet van 18 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, toegestaan tussen inrichtingen van verschillende inrichtende machten, wanneer die inrichtingen deelnemen aan de integratie van nieuwkomers overeenkomstig artikel 13, § 1, tweede lid, van het voormelde decreet. ».

Art. 20. Het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd, wordt gewijzigd als volgt :

1° § 3 van artikel 32 wordt aangevuld met de volgende leden : « Voor de toepassing van § 2 en van het eerste lid van deze paragraaf wordt de nieuwkomer zoals bepaald in artikel 2 § 1, 1° van het decreet van 18 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, of die dit is geweest in een van beide voorgaande schooljaren en die voldoet aan de in § 1 bedoelde voorwaarden, voor 3 geteld op 1 oktober van het schooljaar dat volgt op dat waarin hij voor een SOSN was ingeschreven en voor 2 voor het volgende schooljaar.

De leerling die voldoet aan de voorwaarden gesteld in § 1 en die niet ingeschreven is voor een SOSN, telt voor 3 tijdens het eerste en tweede schooljaar dat hij onderwijs volgt in de Franse Gemeenschap en voor 2 tijdens het volgende schooljaar. »;

2° § 4 van artikel 32 wordt aangevuld met het volgende lid : « De cursus voor de aanpassing aan de onderwijstaal streeft zowel naar de integratie van de leerlingen in het schoolsysteem als naar het verwerven van de Franse taal. »;

3° Artikel 37 wordt aangevuld met het volgende lid : « De overdrachten van lestijden die worden toegekend in het kader van het decreet van 18 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, worden toegestaan tussen inrichtingen van verschillende inrichtende machten, wanneer die inrichtingen deelnemen aan de integratie van nieuwkomers overeenkomstig artikel 12, § 1, tweede lid, van het voormelde decreet. »;

4° § 2 van artikel 41 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De nieuwkomers zoals bepaald in artikel 2, § 1, 1° van het decreet van 18 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, of die dit zijn geweest in één van de twee voorafgaande schooljaren, worden voor 1,5 geteld. »

Art. 21. In het eerste lid van artikel 6 van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs wordt een punt 18° ingevoegd, luidend als volgt :

« 18° de naleving van het decreet van 18 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, in de inrichtingen die een subsidie genieten voor de organisatie van een SOSN, en de deelneming aan de evaluatie van het stelsel. ».

HOOFDSTUK IX. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 22. Dit decreet heft het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap is ingericht of gesubsidieerd, zoals gewijzigd, op.

HOOFDSTUK X. — *Overgangsbepalingen*

Art. 23. In afwijking van artikel 10, tweede lid, van dit decreet, voor de inrichtingen voor basisonderwijs die in 2011-2012 een overgangsklas organiseren overeenkomstig het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap is ingericht of gesubsidieerd, zoals gewijzigd, en die in 2012-2013 een SOSN organiseren, worden bijkomende lestijden sedert het eerste jaar van de organisatie van het SOSN, op grond van het aantal leerlingen die ingeschreven zijn op de datum van de aanvraag om oprichting van het SOSN.

Art. 24. In afwijking van artikel 11 van dit decreet, voor de inrichtingen voor secundair onderwijs die een overgangsklas in 2011-2012 organiseren overeenkomstig het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap is ingericht of gesubsidieerd, zoals gewijzigd, en die een SOSN in 2012-2013 organiseren, worden lestijden/leraar sedert het eerste jaar van de organisatie van het SOSN toegekend, op grond van het aantal leerlingen die in een overgangsklas op 15 januari 2012 ingeschreven zijn.

HOOFDSTUK XI. — *Slotbepaling*

Art. 25. Dit decreet treedt in werking op 1 juni 2012.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 mei 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 361-1. — Commissie-amendement, nr. 361-2. — Verslag, nr. 361-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 16 mei 2012.